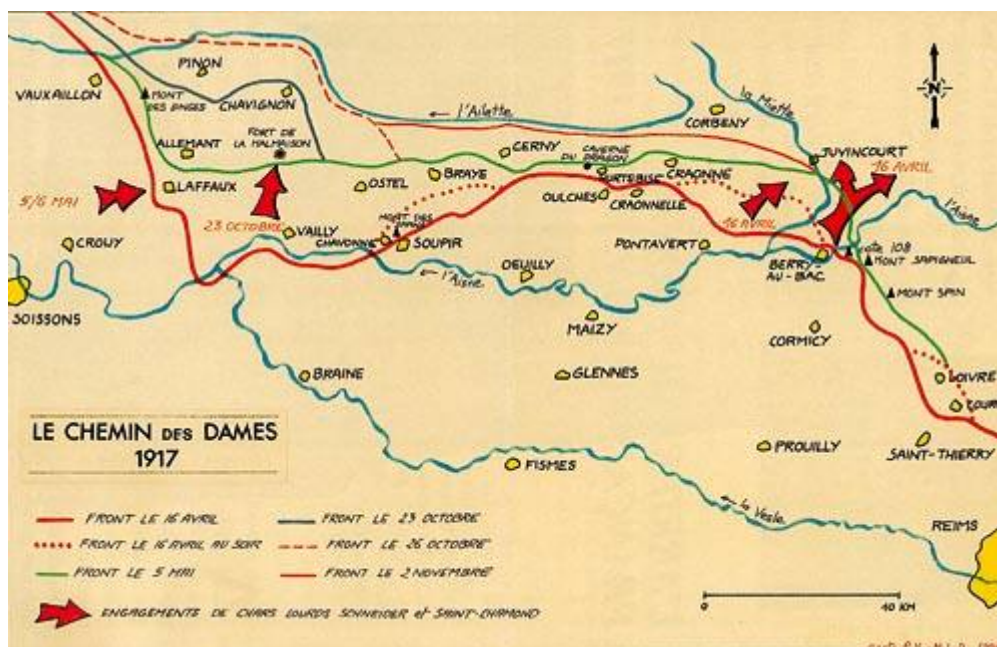


# La bataille du Chemin des Dames

16 avril – 24 octobre 1917

Aussi nommée « Offensive Nivelle » ou « Seconde bataille de l’Aisne », la bataille du Chemin des Dames est une tentative de rupture du front allemand entre Soissons et Reims. Elle débute le 16 avril 1917 à 6h du matin.



[http://michel.lalos.free.fr/Ballon\\_memoire\\_14\\_18/batailles/bataille\\_chemin\\_des\\_dames.php](http://michel.lalos.free.fr/Ballon_memoire_14_18/batailles/bataille_chemin_des_dames.php)

Elle oppose les 850 000 hommes du général Nivelle<sup>1</sup> aux 680 000 Allemands du général Ludendorff<sup>2</sup>. Les forces françaises sont réparties en quatre Armées, formant le Groupe d’Armée de Réserve (GAR) sous le commandement du général Micheler. Outre les 850 000 hommes, cette force dispose de 2 700 pièces d’artillerie de 75 et de 2 300 mortiers lourds. Face aux Français, les Allemands alignent deux armées mais occupent une zone puissamment fortifiée, avec des mitrailleuses sous abri, un excellent réseau souterrain communiquant avec la ligne de crête et un avantage aérien.

**Le Chemin des Dames** : plateau calcaire orienté est-ouest, entre la vallée de l'Aisne au sud et celle de l'Ailette au nord, il constitue un observatoire tant vers la plaine entre Reims et Laon que vers celle, au sud, de Soisson. La route qui traverse le plateau est connue depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle sous le nom de Chemin des Dames. Elle était empruntée par « Mesdames » Adélaïde et Victoire, filles de Louis XV, lorsqu'elles se rendaient au château de La Bove près de Vauclair, propriété de leur dame d'honneur la duchesse de Narbonne. La légende veut que pour faciliter le voyage de « Mesdames » jusqu'au château, le chemin fut empierré à cette occasion. Située sur la crête, la route est un rempart naturel et une position stratégique souvent disputée durant l'histoire. Par extension, le Chemin des Dames désigne le plateau compris entre les deux vallées. Jules César et Napoléon (bataille de Craonne, 7 mars 1814) y ont mené de rudes batailles. Les Allemands sont présents sur le plateau depuis septembre 1914 et ont ainsi fortifié le lieu, aménageant les carrières souterraines comme la Caverne du dragon. C'est un secteur relativement tranquille depuis la fin 1915.

Dès 1916, la décision d'une offensive de grande ampleur est prise par le général Joffre. Les grandes lignes sont alors décidées : une attaque conjointe avec les troupes anglaises entre Vimy et Reims. L'objectif est d'attaquer les Allemands selon deux directions différentes : un front d'orientation nord-sud entre Vimy et Soissons engagé par les Britanniques, un front ouest-est entre Soissons et Reims engagé par les Français.

En décembre 1916, Nivelle remplace Joffre à la tête des armées et reprend le projet. Il souhaite concentrer un maximum de forces afin d'enfoncer rapidement le front adverse. Il est reçu par le ministre de la Guerre Lyautey<sup>3</sup> le 23 à qui il soumet son plan d'attaque mais ne le convainc pas.

Le 7 janvier 1917, le général Micheler commandant le GAR reçoit du général Mangin<sup>4</sup>, chef de la VI<sup>e</sup> Armée, un plan d'action qui l'effraye. Mangin préconise une progression des troupes de 100 mètres toutes les 3 minutes, vitesse impossible à tenir au vu de la situation.

Le 29 janvier 1917, le général Nivelle donne raison à Mangin, exigeant une progression de 8 à 9 kilomètres pour la première journée de bataille, ordonnant à Micheler d'élaborer un plan d'exploitation, comme si la rupture du front adverse était déjà accomplie. Nivelle répond à ses soucis de ravitaillement par un : « Marchez, tout s'arrangera. »

Le 1<sup>er</sup> février 1917, Lyautey, reçoit le colonel Renouard chargé de lui expliquer en détail le plan de l'offensive Nivelle. Le ministre devient alors un adversaire de l'offensive ; on lui prête ces mots : « C'est un plan pour l'armée de la grande-duchesse de Gérolstein ». Il envisage le renvoi de Nivelle et son remplacement par Foch<sup>5</sup> mais il doit y renoncer devant l'opposition de Briand<sup>6</sup>. Un climat détestable s'installe alors à Paris, la censure devant intervenir pour arrêter les articles qui sapent le crédit de Nivelle.

Pendant ce temps, Hindenburg<sup>7</sup> et Ludendorff, désormais en situation d'infériorité, lance l'opération « Alberich » (5 février-20 mars) consistant à reculer de 70 km pour économiser les hommes et parer à la reprise de la bataille de la Somme qu'ils jugent inévitable. Ce recul permet de dégager 15 à 30 divisions de réserve et de se placer en situation « d'attente stratégique ». En agissant ainsi, les Allemands réduisent leur front notamment au niveau de Soissons. La nouvelle ligne de défense, plus forte que la précédente, s'étend désormais dans une direction nord-ouest/sud-est, entre Vimy et Reims et passe par le Chemin des Dames.

Nivelle ne voit rien, ne comprend rien à la situation et ce, malgré les indices qui s'accumulent, fournis par le 2<sup>ème</sup> Bureau<sup>8</sup> (enlèvement de rails de chemin de fer, déplacement de population, incendie de village ou de matériel). De nombreux officiers français le poussent à hâter l'offensive, mais il est persuadé que ce soi-disant repli ennemi est un bluff.

*Le 2 mars 1917*, le général Micheler se lamente de préparatifs désormais inutiles.

*Le 4 mars 1917*, Franchet d'Esperey<sup>9</sup>, commandant du Groupe d'armées du Nord (GAN), demande l'autorisation d'attaquer sur la Somme avant que l'ennemi ne soit solidement établi sur sa position.

*Le 7 mars 1917*, Nivelle fait une réponse fondée sur des certitudes et des préjugés et non sur l'examen de la situation. Ce n'est que le 15 mars qu'il réalise, reconnaissance française aérienne à l'appui, que les Allemands ont plié bagage. Il ordonne alors l'attaque le 18 mars mais il n'y a plus un soldat ennemi à des kilomètres à la ronde. Il fait rédiger un bulletin mensonger donnant l'impression que les Allemands se sont repliés sous la poussée des armées françaises. La population en oublie l'inaction pour ne voir que le terrain regagné.

Ainsi, l'on peut lire dans la presse, le 19 mars 1917 :

- « C'est une magnifique victoire, due à la supériorité de notre organisation militaire », *Le Matin*
- « La bataille de la Somme est finie, et elle est gagnée », *Le Figaro*
- « La libération commence » ; « Jusqu'où ira la retraite précipitée de l'ennemi ? » ; « La vertigineuse attaque », *Le Petit Parisien*.

Dans les jours qui suivent, le nouveau ministre de la Guerre Paul Painlevé<sup>10</sup> – opposé à l'offensive et à Nivelle – entreprend de consulter les généraux à l'insu du commandant en chef. Cette façon de faire, désapprouvée par Poincaré<sup>11</sup> et par le président du Conseil Alexandre Ribot<sup>12</sup>, affaiblit encore le pouvoir déjà contesté de Nivelle sur ses généraux.

*Le 31 mars 1917*, le ministre de la Guerre est au GQG où il dîne avec Nivelle. Il en ressort « inquiet » des idées d'offensives et des projets grandioses du général en chef. Le lendemain, il rencontre Pétain qui lui dresse un tableau pessimiste de la situation, partisan de remettre à la seconde quinzaine de mai une offensive sur le front.

*Le 3 avril 1917*, se tient un conseil de guerre où les Britanniques reprochent de n'avoir qu'un rôle secondaire. Dans le plan mis en œuvre, la rupture est recherchée en 3 points : à Vimy, au Chemin des Dames et à Moronvilliers<sup>13</sup>.

*Le 6 avril 1917*, un nouveau conseil de guerre s'ouvre à Compiègne où Painlevé cherche à faire contester les plans du commandant en chef par ses subordonnés. L'absence de procès-verbal est un choix délibéré. Pétain, appelé à s'exprimer, dit que l'opération projetée est irréalisable. Nivelle répond qu'à la fin des premières 24h, il serait en état de décider si l'opération conçue par lui avait réussi ou échoué et, dans ce cas, il la ferait stopper. Painlevé, inquiet, l'interroge mais Nivelle répète qu'il sera en mesure, au bout de 48h au maximum, de dire s'il y a lieu ou non de continuer. A l'issue de ses explications, le général Nivelle présente sa démission : c'est la stupeur et tous les membres présents du gouvernement déclarent lui renouveler leur confiance, écartant cette démission inopportune. L'offensive est ainsi maintenue pour éviter une crise politico-militaire : ne pas affoler l'arrière mais aussi ne pas perdre la face devant les Alliés.

*Le 16 avril 1917* après une intense préparation d'artillerie d'une dizaine de jours ne détruisant que partiellement les défenses allemandes et compromettant tout effet de surprise, l'offensive est déclenchée à 6h du matin, en pleine tempête de neige. La VI<sup>e</sup> Armée du général Mangin doit effectuer l'effort principal au nord-est de Soissons tandis que la V<sup>e</sup> Armée du général Mazel<sup>14</sup> doit en faire autant à l'est de Reims. Le terrain est très favorable aux défenseurs situés en surplomb, bénéficiant de réseaux desservant des creutes (carrières souterraines) et des abris bétonnés. Les assaillants ne peuvent en revanche pas se protéger, devant grimper une pente souvent raide au sol instable. Les pertes de la première vague sont considérables : à Hurtebise<sup>15</sup>, la 10<sup>e</sup> division d'infanterie coloniale est décimée perdant 150 officiers et 5 000 hommes, dont la moitié sont des tirailleurs sénégalais. A 9h, dans le secteur de Berry-au-Bac à l'est du Chemin des Dames, l'armée française engage, pour la première fois, ses chars d'assaut ou artillerie spéciale, des Schneider CA1<sup>16</sup>. Ces chars, lourds et lents, restent souvent prisonniers du terrain marécageux faisant d'eux des cibles faciles pour l'artillerie allemande, d'autant que le réservoir d'essence placé sur le devant n'est pas protégé. Sur 128 chars engagés, 57 sont détruits, 64 tombent en panne ou s'enlisent ; 33 officiers et 147 soldats sont tués. A 14h, le premier communiqué officiel fait mention de l'extrême violence de l'artillerie sur tout le front mais aucunement, encore, de l'offensive. Sur le terrain, la neige réapparaît et les soldats ne progressant plus, l'offensive est un échec. Le soldat Paul Clerfeuille<sup>17</sup> écrit dans son journal : « Ordre nous est donné de creuser des trous individuels. Moi qui ai entendu parler du plan, je sais qu'à cette heure nous devrions déjà avoir passé Craonne et être dans la vallée de l'Ailette. Je dis aux camarades : « ça ne va pas ! » [...] le plan d'attaque du général

Nivelle est raté ». En fin de journée, les gains de terrain sont minimes alors que les pertes sont considérables : sur le plateau du Chemin des Dames, entre Cerny-en-Laonnois et Craonne<sup>18</sup>, les forces françaises sont repoussées.

*Le 17 avril 1917*, une attaque parallèle est lancée dans le secteur de Moronvilliers, à l'est de Reims. Sur le Chemin des Dames, le fort de Condé<sup>19</sup> et le village de Braye-en-Laonnois sont pris par les Français.

*Le 18 avril 1917*, l'armée de réserve (X<sup>e</sup> Armée du général Duchêne) passe à l'attaque sur la partie est du Chemin des Dames, entre Craonne et Hurtebise. Malgré cela, l'offensive Nivelle est un échec : seule la première ligne allemande est entamée alors que débutent les contre-attaques.

*Le 20 avril 1917*, l'offensive est provisoirement suspendue.

*Le 22 avril 1917*, c'est l'arrêt de toute offensive massive au profit d'offensives partielles.

*Le 24 avril 1917*, à la demande de Nivelle, les Britanniques attaquent de nouveau sur la Scarpe<sup>20</sup>.

*Le 25 avril 1917*, Nivelle persiste dans sa volonté d'offensive et prévoit de relancer les assauts. Les Britanniques, inquiets des pertes causées par la guerre sous-marine à outrance, pressent le gouvernement français de poursuivre l'offensive tandis que les contre-attaques allemandes sur le Chemin des Dames et vers Arras se développent.

*Le 29 avril 1917*, Nivelle ordonne à Micheler de reprendre l'offensive le lendemain tandis que Painlevé avise Nivelle de la décision du conseil des ministres de reporter l'opération.

*Le 30 avril 1917*, les combats se poursuivent à l'est du Chemin des Dames, dans le secteur de Moronvilliers.

*Le 2 mai 1917*, c'est l'échec et on cherche des responsables, on triche sur les pertes. La VI<sup>e</sup> Armée du général Mangin a atteint la plupart de ses objectifs : conquête en profondeur de 6 km sur des points stratégiques, capture de milliers de soldats allemands au prix de lourdes pertes (30 000 hommes soit 8 % de l'effectif, en deux semaines). Mais, en raison de son opposition à Pétain, il est marginalisé par celui-ci et lors des évaluations de son Armée, on compte les mêmes blessés plusieurs fois (à chacun de leur passage dans un poste sanitaire), on fait figurer 4 000 Allemands recueillis par les ambulances. Mangin est finalement relevé de son commandement et remplacé par le général Maistre.

*Le 4 mai 1917*, une attaque de la X<sup>e</sup> Armée sur le village de Craonne surprend les Allemands qui perdent le village ; les Français s'emparent alors du rebord du plateau de Californie<sup>21</sup>. Le gouvernement anglais retire formellement à Nivelle toute autorité sur l'emploi des troupes britanniques sur le front français. Alors que des incidents sporadiques se multiplient depuis le début

de l'offensive, la 13<sup>e</sup> compagnie du 321<sup>e</sup> RI refuse de monter en ligne : cette insubordination peut être considérée comme la première grande manifestation des mutineries du printemps 1917. La censure parvient à interdire la diffusion de ces événements dont les Allemands ne soupçonneront jamais l'ampleur.

*Le 5 mai 1917*, une nouvelle attaque est lancée pour consolider les positions sur le plateau de Californie ; les Français y prennent pied mais ne peuvent déboucher sur l'Ailette<sup>22</sup>. Les pertes sont lourdes, pendant qu'à Paris débute une conférence gouvernementale et militaire franco-britannique sur la suite à donner aux opérations militaires.

*Le 8 mai 1917*, l'offensive est à nouveau suspendue et la dissolution du GAR (création du général Nivelle) actée.

*Le 9 mai 1917*, l'offensive Nivelle est stoppée définitivement.

*Le 11 mai 1917*, Nivelle doit s'expliquer sur son échec devant le conseil des ministres.

*Le 15 mai 1917*, le général Pétain remplace Nivelle comme commandant en chef des armées françaises ; en un mois, l'armée française a perdu 135 000 hommes dont 25 000 tués. Le gouvernement est mis au courant des premiers actes de désobéissances.

*Le 16 mai 1917*, le général Foch remplace Pétain comme chef d'état-major général de l'armée.

*Le 19 mai 1917*, les Allemands multiplient les contre-attaques sur le Chemin des Dames tandis que les refus d'obéissance se développent dans l'immédiat arrière-front français. Dans sa directive générale n°1, Pétain insiste sur les conditions du retour de la confiance.

*Du 20 mai à la fin juin 1917*, le front est secoué par les mutineries. Les refus d'obéissance concernent des troupes au repos que l'on veut renvoyer au front. Les offensives de juin sont ajournées.

*Le 1<sup>er</sup> juin 1917*, les Allemands attaquent dans le secteur du Chemin des Dames.

Durant la *seconde quinzaine de juin 1917*, une grande contre-offensive allemande est lancée à la suite des informations sur les mutineries.

*Le 25 juin 1917*, la 164<sup>e</sup> division d'infanterie française s'empare de la Caverne du dragon<sup>23</sup> en envoyant des gaz asphyxiants dans les entrées sud de la grotte. L'assaut mené à 18h prend les Allemands au piège, les nids de résistance étant nettoyés aux lance-flammes. Cette passe d'armes, célébrée comme une grande victoire française, marque le début de la bataille des observatoires qui dure tout l'été, afin de contrôler des points hauts du Chemin des Dames.

*Le 29 juin 1917*, la Chambre des députés se réunit en comité secret, sous la présidence de Paul Deschanel ; le député Jean Ybarnégary<sup>24</sup>, lieutenant aux armées, se livre à un violent réquisitoire contre l'action du général Nivelle et est chaleureusement acclamé. Il affirme que le 16 avril « à 6h



la bataille était commencée ; à 19h elle était perdue. » Le député Blaise Diagne<sup>25</sup> rappelle le sacrifice des Sénégalais et dénonce « l'inimaginable légèreté de certains généraux. »

*Dans la nuit du 17 au 22 octobre 1917*, un pilonnage quasi ininterrompu avec 2,8 millions d'obus (soit 70 000 tonnes d'acier et de gaz déversés) est effectué dans le secteur de la Malmaison par l'armée française. Le gaz diffusé dans la vallée de l'Ailette empêche les Allemands de pouvoir enlever leur masque à gaz, mais empêche également le ravitaillement et l'évacuation des blessés. Rapidement les tirs de contrebatterie allemands cessent ; les premières lignes sont désormais isolées. Les tirs des plus grosses pièces françaises, dirigés par des observateurs aériens, sont assez précis pour frapper le même point jusqu'à percer le toit des abris allemands.

*Le 23 octobre 1917* à 5 h 15, le général Pétain lance une offensive sur le fort de la Malmaison qui contrôle l'accès sur la crête du Chemin des Dames. La VI<sup>e</sup> Armée du général Maistre s'élance, protégée par le feu roulant de l'artillerie. *Dès 6h*, la première ligne d'objectifs est presque partout atteinte. *Entre 9h30 et 15h*, c'est au tour de la deuxième ligne d'objectifs d'être attaquée, atteints également presque partout.

En fin de journée, plus de 7 000 prisonniers allemands dont 3 colonels sont ramenés vers les lignes françaises tandis que l'armée ennemie se replie en désordre.

Dès l'aube du *25 octobre 1917*, l'attaque française reprend et, au soir, la boucle de l'Ailette est considérée comme acquise.

*Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 novembre 1917*, les Allemands abandonnent les crêtes orientales du Chemin des Dames.

La bataille de la Malmaison est un grand succès français, avec des pertes minimales, où les chars Schneider et Saint-Chamond<sup>26</sup> ont été correctement employés, attaquant frontalement et protégeant les fantassins. Les Allemands comptent 8 000 tués et 11 500 prisonniers. Cette victoire consacre une nouvelle stratégie reposant sur l'utilisation massive de matériels modernes (artillerie, chars) concentrés sur un point précis du front. L'armée française conquiert des positions stratégiques mais ne parvient pas à faire bouger significativement la ligne de front.

L'offensive Nivelle a été décrite, soit comme une grave défaite stratégique, soit comme une coûteuse demi-victoire : les Français ont conquis quelques positions stratégiques et détruit des forces allemandes considérables tandis que les Allemands ont épuisé leurs réserves mais résistent encore. Le bilan de l'offensive peut être considéré comme meilleur que toutes les attaques menées par Joffre en 1915 mais les pertes, qui auraient été jugées acceptables en 1915, ne le sont plus, surtout après Verdun.

Dans le même temps, les politiques reprennent de l'influence : face à Nivelle soutenu par Briand, Pétain et Painlevé demandent un changement de stratégie. Suite à une commission d'enquête instituée et dirigée par le général Brugère<sup>27</sup>, Nivelle est blanchi et muté à Alger comme commandant en chef des troupes françaises d'Afrique du Nord. Le rapport indique : « Pour la préparation comme pour l'exécution de cette offensive, le général Nivelle n'a pas été à la hauteur de la tâche écrasante qu'il avait assumée ».

Cette bataille est vécue comme un échec pour l'armée française : elle se voulait décisive mais se solde par de lourdes pertes pour des gains minimes. L'arrêt des opérations permet aux Allemands de se retourner vers l'est et d'asséner des coups décisifs aux Russes puis de ramener presque toutes leurs armées en France pour une offensive majeure en mars 1918. L'abandon de l'offensive Nivelle a entraîné le prolongement de la guerre d'une année et favorisé la Révolution bolchevique.

L'estimation des pertes fait également polémique : on estime à près de 200 000 hommes les pertes françaises au bout de deux mois d'offensive. Les tirailleurs sénégalais<sup>28</sup> perdent plus de 7 000 hommes sur les 16 500 engagés (40-45 %) dans les premières journées soit le quart de leurs pertes totales au cours de la guerre. Côté allemand le bilan est difficile à chiffrer : l'Etat-major français, en juin 1917, estime les pertes à près de 300 000 hommes.

---

<sup>1</sup> **Robert Georges Nivelle** (1856-1924) : artilleur de formation puis polytechnicien, il participe au corps expéditionnaire envoyé en Chine contre les Boxer (1900). Commandant le 5<sup>ème</sup> régiment d'artillerie au début de la guerre, il devient général de brigade en octobre 1914 et s'illustre lors des batailles de Dornach (18 août 1914) puis de l'Ourcq (5-10 septembre 1914). Il succède à Pétain dans la défense de Verdun le 19 avril 1916. Il est surnommé dès les premiers jours de la bataille du Chemin des Dames « le boucher ». Il est transféré aux Invalides depuis 1931.

<sup>2</sup> **Erich Ludendorff (9 avril 1865 – 20 décembre 1937)** : général en chef des armées allemandes (1916-1918). Soutien actif du mouvement national-socialiste dans ses débuts (années 20) avant de s'opposer à Hitler, il se détourne de la politique et crée avec sa femme en 1925 le *Tannenbergbund*, mouvement païen de « connaissance de Dieu ». Il refuse d'être anobli en 1912 et d'être élevé à la dignité de maréchal en 1935.

<sup>3</sup> **Hubert Lyautey** (1854-1934) : saint-cyrien (1873), il est le premier résident général du protectorat au Maroc (1912). Ministre de la Guerre (1916-1917) puis maréchal de France (1921).

<sup>4</sup> **Charles Mangin** (1866-1925) : saint-cyrien (1886), il sert au Soudan français, participe à la crise de Fachoda et garde une passion pour l'Afrique noire. Homme de terrain à l'esprit réaliste, il est un ardent partisan d'une armée africaine, la « force noire » au service de la France. Adoré ou détesté, il incarne le type de l'officier colonial infatigable, tempétueux, dominant les hommes et forçant les événements. Concernant son décès, la rumeur publique parle d'un empoisonnement. Son épouse refusera qu'on lui décerne à titre posthume le titre de maréchal et la médaille militaire, ne voulant rien devoir à Pétain selon les souhaits de son époux. Il est transféré aux Invalides.

<sup>5</sup> **Ferdinand Foch** (1851-1929) : polytechnicien (1871), il commande l'école de Guerre entre 1907 et 1911. Au début de la Grande Guerre, il commande le 20<sup>e</sup> corps d'armée de Nancy. Adeptes de l'offensive, il parvient à chaque fois à sortir les troupes françaises de situations très difficiles. A l'origine de la bataille d'Artois (1915) et de celle de la Somme (1916), il tombe en disgrâce provisoire, conséquence de sanglants échecs. Il est membre de la commission d'enquête du général Brugère « chargée d'étudier les conditions dans lesquelles s'est effectué l'offensive dans la région de l'Aisne du 16 au 23 avril 1917 et de déterminer le rôle des généraux qui ont exercé le commandement dans cette offensive ».



- 
- <sup>6</sup> **Aristide Briand** (1862-1932). Homme politique, avocat et diplomate français, président du Conseil d'octobre 1915 à mars 1917. Combattu par les jusqu'au-boutistes et Clémenceau qui dira de lui que c'est un « imbécile », il joue un rôle essentiel dans les relations internationales d'après guerre. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1926.
- <sup>7</sup> **Paul Ludwig Hans Anton von Beneckendorff und von Hindenburg** (1847 –1934) : général allemand qui participe à la bataille de Sadowa (1866) puis à la guerre franco-prussienne de 1870. Vainqueur à Tannenberg (1914), il devient chef du Grand Etat-Major en 1916. Auréolé de son prestige militaire, il est élu président du Reich en avril 1925. Réélu, il ne peut empêcher l'ascension politique d'Hitler qu'il est contraint de nommer chancelier.
- <sup>8</sup> **2<sup>e</sup> Bureau**. Le 2<sup>e</sup> bureau d'un Etat-major est le service chargé de l'analyse du renseignement. Cette expression désigne communément le service de renseignements de l'armée française entre 1871 et 1940.
- <sup>9</sup> **Louis Félix Marie François Franchet d'Espèrey** (1856-1942) : Saint-cyrien, il est nommé général de division en 1912 et prend une part importante à la pacification et à l'organisation du Maroc. Il se distingue lors de la bataille des Frontières (août 1914) et est l'un des artisans de la victoire lors de la bataille de la Marne. Commandant du Groupe d'Armée du Nord (GAN) en 1917, il prend ensuite le commandement en chef des armées alliées à Salonique (juin 1918) où il obtient, en 14 jours, la capitulation de l'armée germano-bulgare. Il est élevé à la dignité de maréchal de France le 19 février 1921. Il encourage discrètement à partir de 1934 certaines ligues antiparlementaires dont la Cagoule. Il est transféré aux Invalides en 1947.
- <sup>10</sup> **Paul Painlevé** (1863-1933) : Lauréat du concours d'agrégation de mathématiques (1886), il est envoyé en Allemagne afin de préparer sa thèse. Il est élu, en 1900, membre de l'Académie des sciences. Dans le cadre du gouvernement d'unité nationale, il est nommé (octobre 1915) ministre de l'Instruction publique (colonies de vacances), puis ministre de la Guerre (mars 1917). Président du Conseil en septembre 1917, il nomme Pétain commandant en chef, Foch chef d'Etat-major, développe la dotation en chars d'assaut, dépose le roi de Grèce Constantin Ier... Inspirateur du Cartel des Gauches, il fait voter en 1928 le service militaire obligatoire d'un an.
- <sup>11</sup> **Raymond Poincaré** (1860-1934) : Président de la République (1913-1920). ayant une part de responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale, lui vaut le surnom de « Poincaré la Guerre ». L'historiographie récente montre son rôle dans la mort du « concert européen » tel qu'il existait au XIX<sup>e</sup> siècle. Adversaire de Clemenceau, celui-ci l'exclut des négociations du traité de Versailles.
- <sup>12</sup> **Alexandre Félix Joseph Ribot** (1842-1923) : magistrat, conseiller d'Etat, homme politique français, 5 fois président du Conseil dont la dernière fois en mars 1917. C'est probablement à ce moment qu'il inspire à Clemenceau qui l'aurait surnommé « le saule pleureur » ce mot cruel « on dit que les meilleurs abris sont voûtés. M. Ribot est voûté, mais il n'en est pas plus sûr pour autant. » Il est démis en septembre 1917 suite à l'échec de l'offensive Nivelle et des mutineries
- <sup>13</sup> **Moronvilliers** : voir « La bataille des monts de Champagne » 17/04/1917
- <sup>14</sup> **Olivier Charles Armand Adrien Mazel** (1858-1940) : Saint-cyrien (1876), commandant de l'école d'application de Saumur (1905-1910). Evincé après l'offensive du Chemin des Dames, il assure ensuite des responsabilités territoriales à la tête de la 4<sup>e</sup> région militaire (1918-1919).
- <sup>15</sup> **Hurtebise** : En raison de sa position stratégique, le plateau d'Hurtebise est occupé par les Allemands dès l'automne 1914. Situé entre la Caverne du dragon et le plateau de Californie, Hurtebise reste une possession allemande jusqu'en 1918.
- <sup>16</sup> **Char Schneider CA1** : premier char de combat (véhicule blindé et chenillé) utilisé par l'armée française. Conçu pour ouvrir des passages à l'infanterie à travers les réseaux de fils de fer barbelés et détruire les nids de mitrailleuses, ce char est engagé pour la première fois le 16 avril 1917. Conçu par la société Schneider sous l'impulsion du colonel Estienne et inventé par Eugène Brillié, il est construit à 400 exemplaires par la Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie (SOMUA). Le prototype est présenté le 16 juin 1915 devant le président Poincaré. Son blindage latéral initial trop faible et son réservoir initialement placé à l'avant le rendent très vulnérable. Composé d'un équipage de 6 hommes (6,32 m de longueur, 2,30 m de hauteur pour 2,05 m de largeur, 13,6 tonnes) il était propulsé par un moteur Schneider 4 cylindres de 60 ch lui permettant d'atteindre 5-6 km/h sur route et 2-3 km/h en tout terrain, avec une autonomie de 80 km. Son armement se compose d'un canon de 75 et de 2 mitrailleuses Hotchkiss de 8 mm.
- <sup>17</sup> **Paul Clerfeuille** (1885-1983) : soldat de la classe 1905, mobilisé du 5 août 1914 au 11 mars 1919, il témoigne par écrit presque tous les jours des quatre ans et demi de campagne. Conducteur, ravitailleur, combattant en première ligne, il se bat à Salonique, puis en Champagne.
- <sup>18</sup> **Craonne** : commune de l'Aisne (02) où Napoléon I<sup>er</sup> remporte l'une de ses dernières victoires (1814). Un siècle plus tard, après la 1<sup>e</sup> bataille de l'Aisne, le village est occupé et sa population déplacée. Avec l'offensive Nivelle, il est entièrement rasé au printemps 1917 et n'est libéré que le 14 octobre 1918... Le village est connu par la chanson de Craonne.
- <sup>19</sup> **Fort de Condé** : fortification militaire faisant partie du système construit entre 1874 et 1885 par le général Séré de Rivières interdisant l'accès à Paris. Déclassé en 1912, sa situation, proche du Chemin des Dames, en fait un endroit très convoité durant toute la guerre. Après celle-ci, il sert de centre de désobusage puis après 1959, de carrière de pierres jusqu'en 1979.
- <sup>20</sup> **Scarpe** : voir « La bataille d'Arras » 09/04/1917

- 
- <sup>21</sup> **Plateau de Californie** : plateau constituant la partie orientale du Chemin des Dames, dominant le village de Craonne. Son nom viendrait soit d'un établissement de plaisir, une guinguette s'inspirant des saloons de l'Ouest américain appelé « La Californie », soit d'un jardin botanique créé par un riche propriétaire y conservant des plantes venues d'Amérique. Véritable forteresse naturelle, le plateau reste un objectif stratégique jusqu'en 1918. Après la guerre, le plateau est classé en zone rouge où les cultures sont interdites.
- <sup>22</sup> **Ailette** (autrefois La Lette) : petite rivière, affluent de la rive gauche de l'Oise de 59,5 km de long. Barrant la route de Paris entre Somme et Aisne, l'Ailette et son canal reliant l'Oise à l'Aisne font l'objet de combats acharnés en 1917-1918.
- <sup>23</sup> **Caverne du dragon** : lieu stratégique de la Première Guerre mondiale, surnommé par les Allemands « Drachenhöhle » car les flammes et les étincelles des mitrailleuses sortant des entrées de la caverne font penser aux flammes crachées par les dragons depuis leurs grottes. La caverne, à l'origine une carrière (ou creute) souterraine creusée au Moyen-âge, est aménagée par les Allemands (électricité, téléphone et tunnel la reliant aux lignes arrières)
- <sup>24</sup> **Michel Albert Jean Joseph Ybarnégaray** (1883-1956) : avocat, il est élu député de Mauléon (64) d'avril 1914 à mai 1942. Mobilisé en août 1914, il finit la guerre comme capitaine d'état-major. Le 10 juillet 1940 il vote les pleins pouvoirs à Pétain et devient membre du premier gouvernement de l'Etat français. Le 18 mai 1946, il est mis en état d'indignité nationale et condamné à la dégradation nationale, peine suspendue pour « faits de résistance »
- <sup>25</sup> **Blaise Diagne** : voir « la loi Diagne... » 29/09/1916
- <sup>26</sup> **Char Saint-Chamond** : deuxième char d'assaut produit par l'armée française, plus lourd, plus long et mieux armé que le Schneider. Fabriqué à 400 exemplaires par la compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt (FAMH) il est né de la rivalité entre la firme de Saint-Chamond (42) et la société Schneider. Il se révèle assez peu efficace sur terrains bouleversés, sa principale faiblesse est son train de chenille beaucoup trop court et sujet à de fréquents déraillements. Composé d'un équipage de 9 hommes (8,70 m de long avec le canon, 2,40 m de haut et 2,70 m de large, 22 tonnes), il est propulsé par un moteur Panhard et Levassor à 4 cylindres à refroidissement liquide de 90 ch. lui permettant d'atteindre 12 km/h sur route et 5 km/h en tout terrain. Son armement se compose d'un canon de 75 et de 4 mitrailleuses Hotchkiss. Il peut être considéré comme un précurseur des canons d'assaut de la Seconde Guerre mondiale. L'unique exemplaire au monde est présenté à Saumur.
- <sup>27</sup> **Henri Joseph Brugère** (1841-1918) : polytechnicien (1859), il est adjoint au commandant de l'artillerie du 18<sup>e</sup> CA lorsqu'éclate la guerre de 1870. Distingué lors de la répression de l'insurrection en grande Kabylie au sein de la colonne Lallemand, il est ensuite nommé à la maison militaire du président Grévy (1880), puis en prend la tête lors de la présidence Carnot (1887). En 1914, à 73 ans, il demande à être réintégré au service actif et commande des unités territoriales jusqu'en octobre, devenant alors inspecteur général dans les régions de l'Intérieur.
- <sup>28</sup> **Tirailleurs sénégalais** : Corps de militaires appartenant aux troupes coloniales constitué au sein de l'Empire colonial français en 1857. Principal élément de la « Force noire » (dissous au début des années 1960) Ce sont environ 200 000 « Sénégalais » de l'AOF qui se battent sous le drapeau français dont plus de 135 000 en Europe. Environ 15 % d'entre eux trouvent la mort soit plus de 2 % des pertes totales de l'armée française.